



« Investissement social:
quelle stratégie pour la France? »

<http://investissementsocial.org/>

L'ARDÈCHE
EN TRANSITION

SEMINE
DE LA TRANSITION

RENCONTRES
24 AU 28/09



ardèche
LE DÉPARTEMENT



L'investissement social, d'où ça vient?

- ▶ Depuis le début des années 1990, de nouvelles idées sont formulées à propos du rôle et de l'architecture de l'Etat-providence
- ▶ UNICEF, OCDE (1997), Giddens (1998), Esping-Andersen (2002).
- ▶ L'agenda de Lisbonne (2000), le train de mesures sur l'investissement social de l'UE (2013).
- ▶ Un nouveau paradigme pour les politiques sociales?

Un diagnostic partagé

- La mutation de nos économies industrielles vers des économies nouvelles (post-industrielles? De services? Fondées sur la connaissance?) où les qualifications jouent un rôle central

- Les problèmes sociaux d'aujourd'hui sont caractérisés par un accroissement des inégalités, la précarité et la pauvreté laborieuse, le chômage de masse et de longue durée, de nouveaux risques sociaux pas ou mal pris en charge.

- ⇒ Un problème de qualification pour occuper les emplois d'aujourd'hui et préparer ceux de demain d'une part
- ⇒ Un manque de services sociaux adaptés aux nouveaux besoins sociaux d'autre part

De nouvelles politiques sociales peuvent permettre de répondre à ces deux enjeux en même temps

Les objectifs des politiques d'investissement social

- ▶ Accompagner l'économie nouvelle (plus de services, rôle croissant joué par les qualifications et la connaissance)

Dans cette nouvelle économie, la connaissance est considérée comme le moteur de la productivité et de la croissance économique. L'économie fondée sur la connaissance repose donc sur une main-d'œuvre qualifiée et flexible, qui peut facilement s'adapter aux besoins en constante évolution mais aussi être le moteur de ces changements.

- ▶ Faire face aux nouveaux risques sociaux non couverts par les anciens systèmes de protection sociale

Il s'agit donc de moderniser l'Etat-providence d'après-guerre afin de les adapter à la structure des besoins des sociétés contemporaines et mieux répondre aux nouveaux risques sociaux.

L'investissement social invite à :

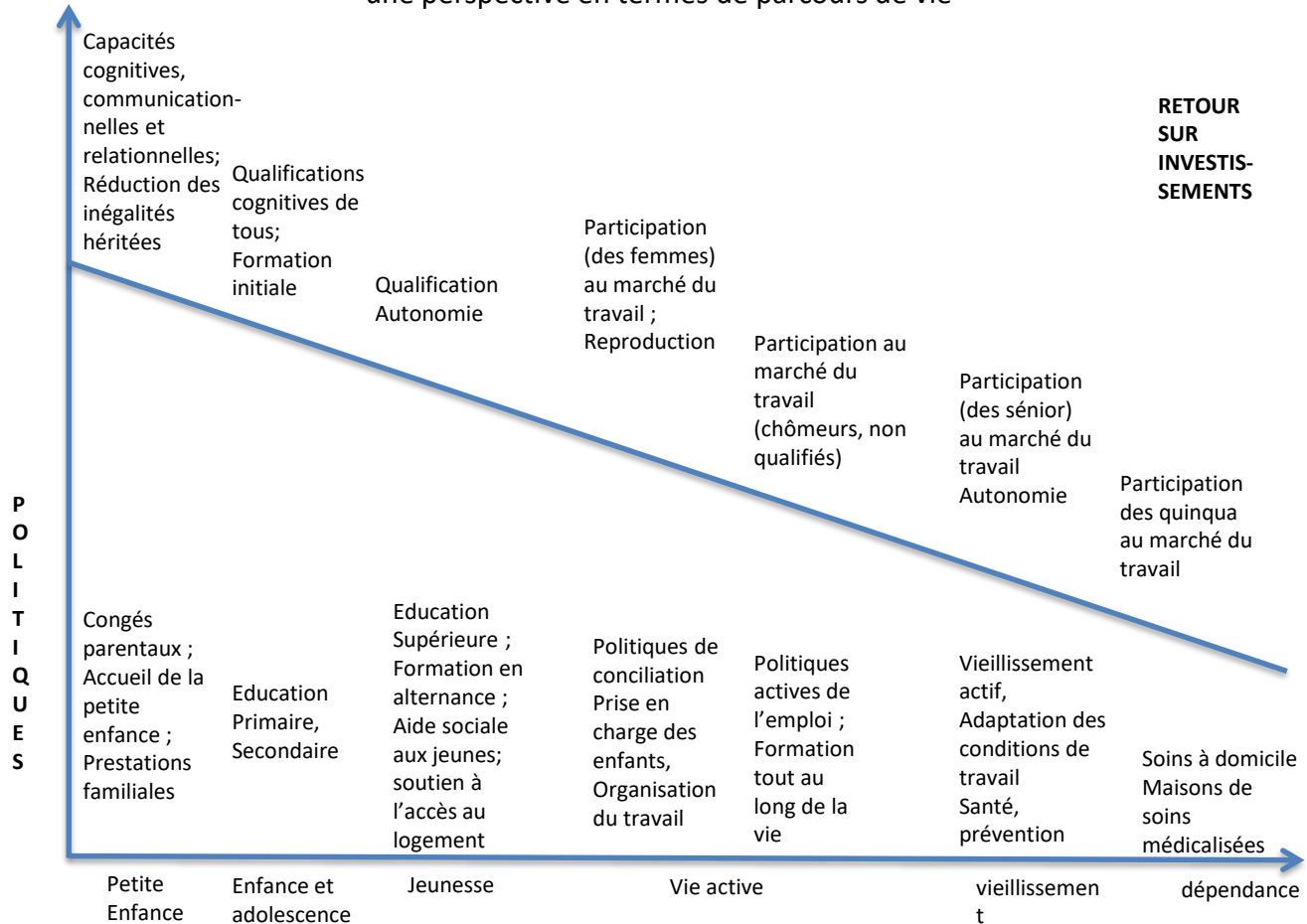
- à préparer pour avoir moins à réparer, à prévenir, à accompagner, soutenir et équiper les individus, ce qui suppose d'investir de façon précoce et continue dans leur éducation/leur formation, leur capital humain, leur santé...
- à renforcer certaines politiques sociales et développer des services accessibles et de qualité : accueil de la petite enfance, éducation, formation tout au long de la vie, politiques d'aide aux jeunes, politiques actives du marché du travail, politiques de conciliation entre vie familiale et professionnelle, prise en charge de qualité des personnes handicapées et dépendantes.

Deux conceptions contrastées de l'intervention en matière sociale

- ▶ Qui se combinent dans chaque système, mais se différencient sur bien des points: protection sociale traditionnelle et investissement social.
- ▶ Définition: IS: le renforcement des capacités des personnes et le soutien à leur participation dans la société et le marché du travail.

Assurances sociales	Investissement social
Intervention en aval, a posteriori,	Intervention en amont
Attendre que le risque soit advenu pour intervenir	Armer, former pour éviter le risque
Réparation, curatif	Préparation, préventif
Passé	Futur
Les hommes vieux	Les enfants, les jeunes, les femmes
Intervention organisée par risques sociaux	Intervention organisée tout au long des parcours de vie et professionnels
Soutien de la demande	Investissement dans capital humain, soutien de l'activité du plus grand nombre possible

Les politiques d'investissement social, une perspective en termes de parcours de vie



Source: Jon Kvist

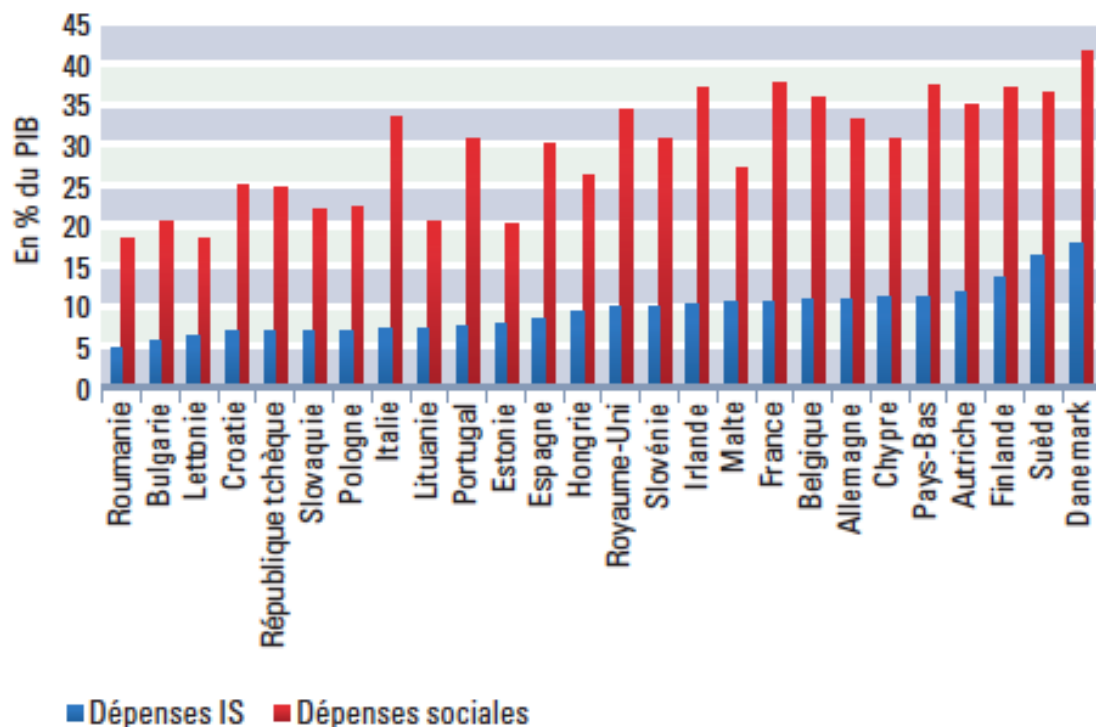
Message général sur la France

► On mène des politiques qui vont à l'encontre de l'IS

(libre choix qui pèse sur les femmes peu diplômées et les enfants issus de milieux défavorisés, citoyenneté sociale qui démarre à 25 ans, familialisme qui sanctionne les jeunes les moins favorisés, formation quasiment réservées aux plus qualifiés, « lean management » et le low cost, pré-retraites...)

► On n'en fait pas assez

Graphique 2. Dépenses d'investissement social et dépenses sociales totales* (en % du PIB, 2012)



(*) *Dépenses de protection sociale, éducation et santé.*

Source : Eurostat 2014, calculs D. Marguerit et C. Mareuge pour France Stratégie.

Et quand on en fait

- ▶ Les actions d'investissement social ne relèvent pas des droits sociaux, mais des actions facultatives (fond d'action sociale), extra légales = risque d'effet Matthieu
- ▶ Pas de droit opposable ⇔ pas de chef de file, pas de responsable, mille feuille territorial
- ▶ Difficulté à passer à une culture de services (sociaux), pas de prestations en espèce
- ▶ Approche par les parcours de vie, personnes et non pas risque, culture de l'accompagnement

Pourtant,

La France en a bien besoin

Mutation des besoins sociaux traditionnels

- ⇒ Allongement de la durée de vie
- ⇒ Des retraites à payer plus longtemps
- ⇒ Dépendance

- ⇒ Papy boom
- ⇒ Plus de retraites (meilleures) à payer
- ⇒ Nombre plus élevé de personnes en fin de vie

- ⇒ Mutation des pathologies (chroniques)

- ⇒ Chômage de masse, de longue durée

Faire face aux nouveaux risques sociaux mal couverts

Moderniser l'Etat-providence afin de l'adapter à la structure des besoins des sociétés contemporaines et mieux répondre aux nouveaux risques sociaux:

- le vieillissement de la population (surcroît de dépense, dépendance),
- la monoparentalité,
- la pauvreté des enfants,
- les difficultés de la jeunesse,
- la nécessité de concilier travail et vie de famille,
- les carrières discontinues, des formes d'emploi atypiques, précaires,
- la disqualification des personnes possédant des compétences faibles ou obsolètes

Les nouveaux risques et besoins sociaux: métamorphose des parcours de vie

- ▶ La pauvreté a changé de physionomie
- ▶ Les jeunes: un âge de la vie de plus en plus difficile
- ▶ L'entrée des femmes sur le marché du travail, monoparentalité, inégalités homme/femme
- ▶ Les nouveaux profils de carrière

La pauvreté a changé de physionomie s'est déplacée des retraités vers les jeunes

- ▶ La moitié des pauvres ont moins de 30 ans (plus de 10% des enfants vivent dans une famille pauvre)
- ▶ 54% des pauvres sont des femmes, soit 360 000 de plus que les hommes
- ▶ Une forte proportion des familles monoparentales est pauvre (35,9% des familles monoparentales, soit plus de 1 millions de personnes)

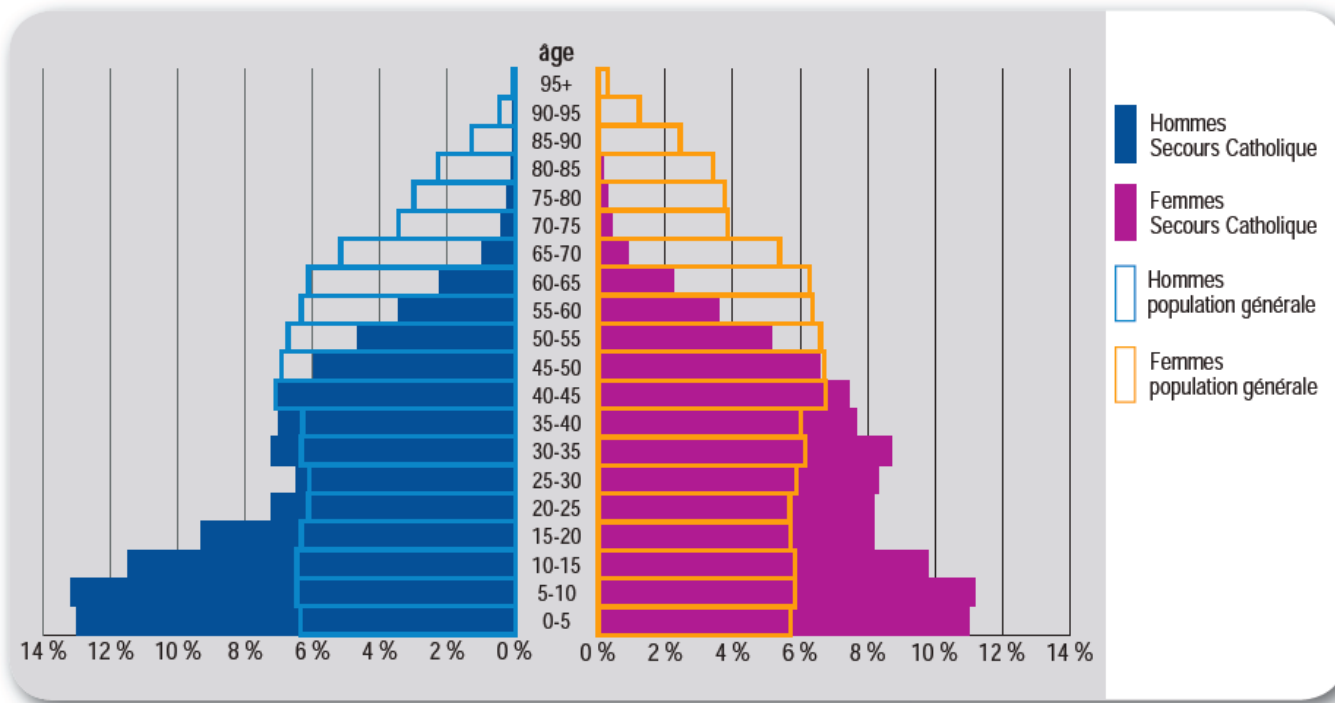
- ▶ Les faiblement qualifiés sont plus souvent pauvres / au chômage / en précarité.

Le taux de pauvreté des personnes sans diplôme est de 10,9 %, contre 3,3 % pour les bac+2.

43,6 % des pauvres n'ont aucun diplôme

- ▶ Les personnes sans qualifications sont quatre fois plus au chômage que personnes qualifiées

Graphique 4. Pyramide des âges des personnes rencontrées par le Secours Catholique - pyramide des âges en population générale



Source: Secours Catholique

La jeunesse : un nouvel âge de la vie

- ▶ Fin de la scolarité obligatoire : 16 ans, premier enfant : 28,5 ans, premier CDI, 28/29 ans

Finir ses études, trouver un emploi, fonder un foyer (partenaire, enfant), trouver un logement

- ▶ Une entrée de plus en plus difficile sur le marché du travail
- ▶ Les premières victimes de la crise (taux de chômage proche de 25%)
- ▶ Plus de 50% des jeunes de 15 à 24 ans qui travaillent sont en CDD
- ▶ De très grandes difficultés d'accès au logement
- ▶ Mais négligé par la protection sociale, alors qu'aujourd'hui, les pauvres ce sont les jeunes

Les inégalités que subissent les femmes sur le marché du travail

- ▶ Les taux d'emploi des femmes se rapprochent de celui des hommes
- ▶ Mais temps partiel : 82 % sont des femmes.
- ▶ Les écarts de salaire : 19 % en défaveur des femmes pour les personnes travaillant à temps complet et 23 % pour les cadres
- ▶ Ce sont les femmes qui subissent les contraintes de la conciliation vie familiale vie professionnelle
- ▶ 30 % des emplois occupés par les femmes sont peu qualifiés, contre 19 % pour les hommes.
- ▶ En 2011, les femmes percevaient en moyenne une pension de droit direct presque deux fois plus faible que les hommes - 932 euros contre 1 603 euros mensuels

En résumé, quelles orientations ?

- ▶ Poser les conditions de l'universalisation des politiques d'IS
- ▶ Compléter la logique de risques séparés par une approche en terme de parcours et d'accompagnement
- ▶ Passer du couple « *risque-handicap* » vers le couple « *capacité-opportunité* »
- ▶ Favoriser la fourniture de services (culture des services)

En résumé, quelles orientations ?

- ▶ S'intéresser aux capacités collectives
- ▶ Repolitiser le choix des priorités
- ▶ L'IS n'est pas une notion « cheval de Troie » visant à soumettre l'action sociale aux logiques économiques de rendement à CT
- ▶ Remettre du moyen terme et du long terme dans l'élaboration des politiques sociales